



Communiqué de presse du SNUipp-FSU12

27 mars 2020

Réponse à l'interview de Madame Fellahi, Directrice Académique de l'Aveyron du 27 mars 2020

Tout va pour le mieux dans le monde fantastique de l'Education Nationale en Aveyron.

Oui, le SNUipp-FSU12, premier syndicat des personnels des écoles au niveau national et dans le département, réfute le terme de « continuité pédagogique » utilisé par l'Education Nationale qui, d'une manière trompeuse, laisserait croire aux familles que l'école se poursuit à la maison sans rupture. On ne refera pas l'école à la maison : les apprentissages nécessitent la présence d'un enseignant, son expertise et sa médiation, des interactions entre les élèves eux-mêmes. Oui, nous préférons parler de poursuite d'activités scolaires ou du maintien du lien scolaire. Ne leurrons pas les familles : à la réouverture des écoles, les disparités quant à leur engagement dans ces activités, contraindra de reprendre la classe là où elle en était le 13 mars. Ceci sera particulièrement nécessaire pour ne pas laisser sur le bord du chemin les enfants des familles les plus démunies, les plus éloignées de la culture scolaire, celles avec lesquelles le lien est difficile, parfois impossible.

Mais pour nous, si le maintien de ce lien dans lequel se sont engagés pleinement les enseignantes et enseignants de l'Aveyron est nécessaire, il ne peut être mis en œuvre à n'importe quel prix. Nous revendiquons haut et fort la priorité absolue de la sécurité des personnels des écoles et des familles, de la lutte pour limiter la propagation du virus devant toute considération scolaire. C'est en ce sens que nous réfutons les consignes irresponsables adressées à certains professeurs de l'Aveyron par leur hiérarchie de se rendre dans les écoles pour échanger des documents avec les familles. Qui peut prétendre maîtriser les modalités de ces échanges dans les 265 écoles aveyronnaises et donc leurs conditions de sécurité ? Et quand bien même ces modalités étaient optimales, les déplacements des familles et des professeurs qui contreviennent aux règles de plus en plus strictes de confinements et qui ne correspondent à aucun motif de dérogation, leur feraient courir des risques injustifiés. Nous savons aujourd'hui que, dans le Haut-Rhin, des échanges de documents pédagogiques ont été à l'origine d'un cluster, de plusieurs contaminations et hospitalisations. Qu'est ce qui est le plus choquant ? Le jusqu'au boutisme dans la mise en œuvre de la « continuité scolaire » quitte à mettre en danger les personnes ou une mise en œuvre raisonnée qui privilégie la sécurité et l'intérêt général ?

Pour ces familles les plus démunies, d'autres solutions doivent être envisagées mais, dans ce domaine, rien n'a été anticipé. La perte, même de deux mois d'école, n'est en aucun cas et pour aucun élève ni irréversible, ni irréparable.

Pour nous, le seul motif acceptable de déplacement dans les écoles est la participation au dispositif de garde des personnels soignants que nous soutenons et dans lequel, là aussi, les personnels des écoles se sont engagés volontairement et massivement. Cependant, plus personne ne peut croire au discours suivant lequel la simple mise à disposition de savon et quelques « gestes barrière » particulièrement difficiles à mettre en œuvre avec de jeunes enfants, suffisent à assurer la protection de ceux et celles qui participent ou utilisent ce dispositif. Il s'agit là du relai dans notre département des propos ministériels aujourd'hui largement dénoncés et destinés à masquer la pénurie de matériel de protection. Il s'agit aussi d'une nouvelle illustration à l'image des propos récents de la porte-parole du gouvernement du peu de considération que l'Education Nationale manifeste à l'égard de ses personnels. Là encore, on le sait aujourd'hui, dans d'autres départements, la mise en œuvre de ce service a été à l'origine de la contamination de plusieurs enseignants. Oui, des élèves, leurs familles si nécessaires à la lutte contre la pandémie, des enseignants dont Madame la

Directrice Académique est la garante quant à leur santé et sécurité, sont sciemment mis en danger. Courageusement, les personnels volontaires pour ce service acceptent ces risques, ces mauvaises conditions parce qu'ils savent que leur engagement en rendant disponibles les personnels soignants peut sauver des vies.

Face à la gravité de la crise que nous vivons, décisions et actions doivent avant tout privilégier la sécurité et la santé des personnes, le bon sens, celui qui donne la priorité à la vie, à nos vies.